



C'est l'objet de l'appui financier de 2,6 milliards de FCFA de la France.

Ce financement est issu du Contrat désendettement développement (C2D), une initiative française de remise de la dette en faveur des pays en voie de développement. De sources officielles, l'enveloppe permettra d'enclencher la seconde phase du projet d'appui à la gouvernance financière. Ce projet a déjà permis au Cameroun de mettre en place de nombreuses réformes en matière de gestion des finances publiques.

Cependant, malgré les avancées enregistrées, beaucoup restent à faire pour une gestion plus efficiente et efficace de la trésorerie publique. À en croire Alamine Ousmane Mey, des efforts supplémentaires sont nécessaires en matière de qualité de la dépense, de gestion des engagements et même de comptabilité et de règlement des dépenses.